Monde diplomatique No. 324 (March 1981) pp. 16f.

A l'Institut linguistique d'été Evangélisation et impérialisme culturel

LES MISSIONS DANS LE TIERS-MONDE

(Date de création et effectif.)

MEXIQUE : 1935 (372 personnes) (1).
PEROU : 1945. En avril 1976, le gouvernement de Morales Bermudez ordonne au SIL de quitter le pays, mais le gouvernement revient sur cette décision en janvier 1977 et signe avec l'Institut un nouveau contrat de cinq ans. (236 personnes).
EQUATEUR : 1952 (100 personnes).
GUATEMALA : 1952 (91 personnes).
HONDURAS : 1960 (4 personnes).
BOLIVIE : 1955 (115 personnes).
BRESIL : 1956. En novembre 1977, sur ordre du ministère de l'intérieur, le SIL n'est retiré des aires tribales. Il conserve cependant des bases à Porto-Velho, Cuiaba, Belem et Manaus (302 personnes).
COLOMBIE : 1962 (217 personnes).
PANAMA : 1970 (17 personnes).
SURINAM : 1967 (20 personnes).
CHILI : 1977.
PHILIPPINES : 1953 (251 personnes).
PAPOUASIE - NOUVELLE-GUINEE : 1956 (546 personnes).
VIETNAM DU SUD : 1957. Soixante-six personnes qui quitteront le pays en 1975 à la chute du gouvernement de Saïgon.
CAMBODGE : 1971. Deux personnes qui quitteront le pays en 1975, à la chute de Lon Nol.
AUSTRALIE : 1961 (82 personnes).
ILES SALOMON : 1977.
INDE : 1966.
NEPAL : 1966. Quatre-vingt-trois personnes qui furent expulsées par le gouvernement en 1976.
INDONESIE : 1971 (81 personnes).
MALAISIE : 1977.
ETHIOPIE : 1973.
SOUDAN : 1978.
KENYA : 1977.
TCHAD : 1977.
GHANA : 1962 (46 personnes).
NIGERIA : 1962. En 1976, le gouvernement remplace les soixante et onze membres du SIL par des Nigérians.
CAMEROUN : 1967 (71 personnes).
TOGO : 1967 (65 personnes).
COTE-D'IVOIRE : 1970 (contrat avec l'université d'Abidjan).
HAUTE-VOLTA : 1970 (37 personnes).

(1) Les chiffres concernant le personnel du SIL datent de 1978 et sont repris de *El I.L.V. en Mexico*, Mexico, 1979.

L'INSTITUT linguistique d'été (Summer Institute of Linguistics (SIL) (1), ainsi nommé parce qu'il organise chaque été, dans différents pays du tiers-monde, des stages de formation à la description des langues locales, fut créé en 1934 par le pasteur presbytérien Cameron Townsend et légalisé en 1942 dans l'Etat de Californie. Cette même année, le SIL se doublait d'une organisation sœur, Wycliffe Bible Translators (W.B.T.), et l'ensemble SIL-W.B.T. se consacre depuis lors un peu partout dans le monde à la traduction de la Bible ainsi qu'à l'évangélisation et à l'éducation des indigènes. Placé sous la direction scientifique du linguiste missionnaire américain Kenneth Pike, le SIL publie également quelques travaux sur les langues indigènes. En 1947, le groupe crée la Jungle Aviation and Radio Service (JAARS) qui lui fournit un appui logistique important, s'occupant des stations de radio, des transports aériens, de la maintenance du matériel, dans tous les lieux où sont implantés les missionnaires du SIL, et possédant en particulier un réseau aérien couvrant toute l'Amérique latine.

Le docteur Townsend, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, a reçu en 1980, au nom du SIL, le prix annuel d'alphabétisation international décerné par l'UNESCO. Mais, depuis quelques années, des voix de plus en plus sombreuses s'élèvent en Amérique latine contre l'action de l'Institut, l'accusant de faire le jeu de l'impérialisme américain et d'entretenir des relations avec la C.I.A.

En 1974, le général José Joaquim Matallana, directeur de la sécurité colombienne, déclare devant le congrès que le SIL « *se livre au trafic d'émeraudes à Tunebia, au trafic de stupéfiants dans les plaines orientales, à la recherche et à l'exploitation des ressources naturelles, à la stérilisation chirurgicale et au contrôle obligatoire de la natalité dans les communautés de l'Araucu...* » Et, en novembre 1975, le député colombien Napoleon Perea affirme qu'« *il y a des preuves de l'existence d'une base militaire dans la sierra de la Macarena* »... Le mois suivant, au Pérou, le bruit court que le SIL serait expulsé, après une longue campagne de presse dénonçant ses liens avec la C.I.A. et le fait qu'il exploite directement l'or et l'uranium. Les dénonciations se répandent comme une traînée de poudre. Tandis que la presse équatorienne tire prudemment : « *La Colombie met fin au contrat avec une organisation américaine qui opère aussi en Equateur* » (*El Commercio*, 21 novembre 1975), le département d'anthropologie de l'université catholique de Quito publie un document d'une dizaine de pages (*Qu'est-ce que l'Institut linguistique d'été ?*, février 1976) dénonçant l'Etat dans l'Etat que constitue la base de Limoncocha, dans la partie amazonienne de l'Equateur, et expliquant que le SIL est un fer de lance de l'impérialisme. Le 8 octobre 1975, un groupe d'anthropologues, de sociologues et d'étudiants travaillant dans les régions indiennes dénoncent les activités du SIL dans un document envoyé au président de la République mexicaine, document connu sous le nom de *Denuncia de Patzcuaro*. Le 23 novembre 1977, le gouvernement brésilien annonce qu'il ne renouvellera pas les visas de cent cinquante missionnaires du SIL-W.B.T., etc.

Ces manifestations ne sont que les plus marquantes, mais la polémique s'étend dans la presse et prend des proportions importantes. Ainsi, en l'espace de deux ans, et à travers cinq ou six pays d'Amérique latine, on reproche au groupe SIL-W.B.T.-JAARS :

— Ses liens avec la C.I.A. ;
— L'organisation de camps d'entraînement antiguérilla (en particulier au Mexique et en Colombie) ;
— La stérilisation forcée des Indiens ;
— Le trafic de la drogue ;
— Le trafic de l'or, de l'uranium, des émeraudes ;
— L'organisation de voyages touristiques en Amazonie équatorienne ;
— Ses liens avec la recherche pétrolière américaine.

« Incorporer l'Indien à la culture nationale »

A ces accusations, il faut ajouter des reproches, moins spectaculaires peut-être, mais tout aussi importants :

— Le but premier du SIL-W.B.T. est l'évangélisation et la traduction de la Bible. Ce qui, certes, peut permettre une description scientifique des langues (encore que la théorie « tagmémique » du professeur K. Pike ne soit pas d'avant-garde et que les compétences linguistiques des missionnaires ne soient pas toujours évidentes) mais, en même temps, occulte les cultures locales : l'évangélisation opère comme un rouleau compresseur.

— Un sous-produit de ce prosélytisme est la création artificielle d'oppositions religieuses entre évangélistes et catholiques au sein des communautés indiennes : les évangélistes (c'est-à-dire les Américains du Nord), d'un côté, et les catholiques (c'est-à-dire les Espagnols), de l'autre, se disputent les ouailles, introduisant ainsi une guerre de religion tratricide (2).

— L'implantation du SIL s'accompagne le plus souvent d'un mépris total pour les habitudes culturelles locales. Ainsi, chez les Aucas d'Equateur, les missionnaires ont imposé la port du vêtement, interdit la consommation des boissons fermentées, remplacées par le Coca-Cola... Au Mexique, ils ont interdit la consommation d' « animaux immondes » qui étaient la seule source de nourriture pour les Indiens, etc.

Face à ce front commun de la critique, le SIL a cru dans des documents volant démontrer sa bonne foi, en particulier dans *Exposicion de la filosofia y los metodos del Instituto linguistico en el Peru* (août 1976) et *Instituto linguistico de verano en el Ecuador* (décembre 1979). Mais, si les attaques ne sont pas toujours très précises, les réponses aux « calomnies » brillent par leur vague.

Ainsi, dans le document publié par le SIL à Quito, affirme-t-on :

— Que l'entrée des territoires où travaille le SIL est libre, sauf lorsqu'on ne peut pas assurer la sécurité des visiteurs ;

— Que le règlement interne du SIL interdit à ses membres tout contact avec des services de renseignement ;

— Qu'aucun membre ne pratique le trafic de la drogue ;

— Que le SIL ne cherche à imposer aucune religion, etc.

Ces réponses, sur le plan des principes généraux, ne peuvent effacer un certain nombre de questions ou de faits troublants. Par exemple, le major Herber Brusow, un des responsables de l'institut en Colombie, est-il vraiment le même homme que celui qui, en Bolivie, fut impliqué dans l'élimination de Guevara ? (information donnée par le journal mexicain *El Dia*, le 19 juillet 1979). Et que penser de ce texte, publié par le SIL lui-même en 1959 :

« *Pour atteindre l'âme de l'Indien, il faut comprendre sa psychologie, et seul se fait au moyen de sa langue. Pour gagner l'Oriente, pour exploiter ses richesses économiques, il faut incorporer l'Indien à la culture nationale. Le premier pas dans ce processus est l'alpha-*

bétisation, au cours de laquelle l'indigène apprend à écrire et à lire sa propre langue, part de point de départ vers un apprentissage de l'espagnol » (3).

On a du mal à croire qu'il exprime un désintérêt pour les richesses économiques l'Oriente, en Equateur, est la région pétrolière, dans la partie amazonienne de l'Equateur... Et lorsque, dans ce document, on lit (page 1) que « *le SIL a maintenu depuis sa fondation son indépendance absolue face à toute entité gouvernementale, politique ou ecclésiastique* », on se dit que le W.B.T. est vite oublié : la traduction de la Bible et l'évangélisation peuvent-elles vraiment n'opérer en gardant son indépendance absolue face à une entité ecclésiastique ?

Que le premier but du SIL-W.B.T. soit d'évangéliser, cela est une évidence et n'appellerait aucune critique si ce prosélytisme s'accompagnait du respect de la culture de l'autre, ce qui n'est pas toujours le cas. Pour le reste, il est difficile, bien sûr, de vérifier des accusations qui, par définition, visent des tâches floues. D'où vient, par exemple, l'argent du groupe ? Qui finance les missionnaires, leurs avions, leurs installations ? Des fondations philanthropiques, répond le documegt de Quito qui cite l'Evangelishe Zentralstelle für Entwicklungshilfe (R.F.A.), la CIDA (Canada), l' U.S.A.I.D. (Etats-Unis) et le club Rotary international. Or l'on sait, par ailleurs, que l'Agence américaine pour le développement international comprend dans son personnel des gens qui travaillent pour la C.I.A. à améliorer les services de police locaux, par exemple... (4). Quant aux liens financiers avec la recherche pétrolière, l'exemple de l'Equateur est, de ce point de vue, probant.

L'Institut linguistique d'été est installé en Amazonie, à Limoncocha, où il possède de nombreux équipements sur les 1 267 hectares que l'Etat équatorien lui a concédés pour cinquante ans : logements, bibliothèques, bureaux, clinique, aéroport, avions, ateliers de maintenance, installations de radio, station météorologique, terrain de golf, école privée pour les enfants du personnel, etc., une véritable base vivant exclusivement sur l'importation directe en provenance des Etats-Unis. D'ailleurs, le contrat signé avec le gouvernement lui donne une grande latitude de droits :

— Libre entrée sur le territoire des membres du SIL ;

— Exonération totale d'impôts présents ou à venir sur tout le matériel importé ;

— Permission de revendre le matériel automobile sur place après quatre ans d'utilisation ;

— Permission aux avions du SIL de survoler le territoire équatorien ;

— Exonération totale d'impôts sur les biens possédés par le SIL, etc. (5).

Face à quoi, précise la même convention, l'institut devra se consacrer au développement des langues locales, du folklore, de la flore, de la médecine traditionnelle, le tout de préférence que l'on ne trouve nulle part trace de ces recherches supposées. Par contre, un document du centre d'alphabétisation de la faculté catholique de Quito signale que :

— Il n'y a, à Limoncocha, que quelques études linguistiques partielles ;

— Il n'y existe aucun matériel pour l'alphabétisation des adultes ;

— Le SIL assure la commercialisation de l'artisanat, vendant les objets trois fois plus cher qu'il ne les paie aux Indiens ;

— Il a transformé Limoncocha en centre touristique, en liaison avec le Flotel Orellana (bateau qui promène des touristes sur l'Amazone).

L'avion étant le seul moyen d'accès, et seuls les appareils du SIL pouvant assurer la liaison avec Limoncocha, c'est le SIL qui a introduit dans cette partie du territoire équatorien, en 1964, le premier géologue américain venu prospecter la région. C'est grâce à lui, encore, que la Texaco Gulf a pu s'y introduire et s'y installer ; depuis 1972, cette compagnie nord-américaine exploite le pétrole en utilisant les facilités aériennes du SIL. Un coup d'œil sur la carte montre qu'il y a coïncidence entre les zones d'exploitation de la Texaco Gulf et les zones d'implantation du SIL.

Cela fait, bien sûr, beaucoup de coïncidences, et il est difficile de croire au désintéressement de l'institut. Que penser, dès lors, des autres accusations ? L'agression permanente à laquelle sont soumis les pays d'Amérique latine, les coups d'Etat fomentés avec l'aide des services de renseignement nord-américains, la mainmise économique, tout cela peut expliquer une certaine forme de paranoïa qui pousserait à voir dans toute organisation nord-américaine un suppôt de l'impérialisme. Mais il y a ici trop de données convergentes pour accepter cette explication.

Contre les langues locales ?

PLUS grave, cependant : sous couvert de décrire les langues locales, le SIL utilise le plus souvent l'alphabétisation comme moyen de faciliter l'apprentissage de l'espagnol (théorie explicitement exprimée dans le document de 1959 cité plus haut). Or les différents pays d'Amérique latine, comme ceux d'Afrique où le SIL est également implanté, sont confrontés à un énorme problème de planification linguistique : quel est (pour comme langue nationale l'ancienne langue coloniale (le français au Sénégal, l'espagnol au Pérou, l'anglais au Nigéria) ou, au contraire, introduire les langues locales à l'école et dans la vie publique ? Peu de pays ont choisi sur ce point. En l'absence de choix clairement tranchés, ils confortent le statut de l'ancienne langue coloniale, pratiquant ainsi une « planification par défaut ». Ainsi, les langues réellement parlées par le peuple risquent-elles, en quelques générations, de disparaître, puisque seule la langue officielle peut servir à la promotion sociale, aux études, à l'entrée dans l'administration, etc. Et le SIL risque bien de jouer en ce domaine un rôle central, que risquent de masquer les autres critiques. Car la politique des missionnaires évangélistes que sont ces « linguistes » est avant tout « jacobine ». Introduisant peut-être les langues locales au temple, elle les exclut en fait de la cité, ménageant une voie royale aux langues officielles qui, souvent, sont parlées par moins de 60 % de la population en Amérique latine, moins de 10 % en Afrique. Ainsi, si ces linguistes-là riment avec impérialiste, cet impérialisme est ambigu : celui des Etats-Unis, sans doute ; mais aussi celui du pouvoir central, dans chacun des pays concernés.

LOUIS-JEAN CALVET.

Par LOUIS-JEAN CALVET

(1) Connu en Amérique latine sous le sigle ILLV. (Instituto linguistico de verano).

(2) J'ai moi-même pu vérifier en juillet 1980, lors d'un stage de formation de moniteurs d'alphabétisation en Equateur, que toutes les oppositions théoriques, pédagogiques ou politiques qui se manifestaient entre les participants recouvraient des oppositions religieuses, et que les indigènes évangélisés s'opposaient violemment à la politique du gouvernement... parce qu'elle était soutenue par des catholiques.

(3) *Estudios acerca de las lenguas Huarani (Auca), Shimigae y Zapara*, SIL, Quito, 1959, page 3.

(4) Cf. Philip Agee, *Journal d'un agent secret*, Le Seuil, Paris, 1975, page 61. Notons aussi que le sénateur mexicain Lorge Cruikshank déclarait, le 24 novembre 1978, que Mexico abritait la plus grande base d'Amérique latine de la C.I.A. dont les membres étaient des fonctionnaires de l'ambassade américaine, de l'A.I.D. et du SIL...

(5) *Registro oficial, organo del gobierno del Ecuador*, 19 mai 1971. Cette convention a été signée par J.-M. Velasco Ibarra, alors président de la République.

Vient de paraître
PEUPLES NOIRS – PEUPLES AFRICAINS
Directeur : **MONGO BETI**
N° 19 (Janvier-Février 1981)
Nous, les pestiférés,
SENGHOR, KADHAFI, BOKASSA et les autres...
Les accords militaires franco-africains d'indépendance.
Le P.C.F. à l'école du K.K.K. ?
La lutte des scolaires et des étudiants au Mali.
Une lecture contemporaine de C. LAYE.
LE PAUVRE CHRIST DE BOMBA expliqué !...
160 pages - 30 F (joindre titre de paiement à la commande)
Abonnement pour 4 numéros : 80 F C.C.P. 216 91-92 Y
Rédaction, Administration, Diffusion, Vente au numéro
3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 PARIS - Tél. : 805-26-34